

**Assemblée des Conseils d'Administration  
Des universités Lille 1, Lille 2, Lille 3  
17 octobre 2011**

**PROPOSITION DE COMPTE-RENDU**

---

**Ordre du jour :**

Première étape de co-construction de l'Université de Lille

---

*Sous la présidence commune de* MM. Philippe ROLLET (Président de l'université Lille 1), Christian SERGHERAERT (Président de l'Université Lille 2) et Jean-Claude DUPAS (Président de l'Université Lille 3) ;

*Assistés de* M. Francis MEILLIEZ (VP CA Lille 1), Mme Stéphanie DAMAREY (VP CA Lille 2) et M. Christian HAUER (VP CA Lille 3) ;

*En présence de* M. Didier DEROULLERS (Représentant Mme le Recteur, Chancelier des universités).

**Etaient Présents :**

**Université Lille 1 :**

*Collège A :* M. Dominique DEROZIER, M. Jean D'ALMEIDA, M. Francis GUILBERT, M. Pierre LOUART, M. Moussa NAÏT ABDELAZIZ.

*Collège B :* Mme Virginie DEGARDIN, M. Patrick LEBEGUE, M. Robert LITWAK, M. Nicolas POSTEL, M. Yann SECQ, M. Christophe VUYLSTEKER.

*Collège BIATOSS :* M. Eric NOEL, M. Yves NOEL, M. Claude VIEVILLE.

*Personnalités extérieures :* Mme Marie-José AYMÉ (MEDEF), M. Bruno DESPREZ (Florimond-Desprez), M. Thierry LEPERS (Comité Grand Lille), M. Didier LOUVET (CGT).

*Membres de droit à titre consultatif :* M. Patrice SERNICLAY (Directeur général des services), Mme Véronique LEBLOIS (Agent comptable), M. Xavier FURON (Responsable des affaires juridiques et secrétaire de séance).

**Université Lille 2**

*Collège A :* M. Alain DUROCHER, M. Patrick PELAYO.

*Collège B :* M. Christophe BOUTILLON, M. Philippe ENCLOS, M. Larbi AÏT HENNANI, M. Jean-Bernard SAVARY.

*Collège Étudiants :* M. Ramy AZZOUZ, M. Kévin NEUVILLE.

*Personnalités extérieures* : M. Éric CHARPENTIER (Directeur général du Crédit Mutuel Nord Europe), M. Pierre de MARET (Pro-recteur de l'Université Libre de Bruxelles), M. Étienne VERVAECKE (Directeur général Eurasanté), Mme Sandrine ROUSSEAU (Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais), M. Bernard GRISON (CESR).

*Membres de droit à titre consultatif* : M. DULION (Agent comptable).

### **Université Lille 3 :**

*Collège A* : M. Christian HAUER, M. Alain DEREMETZ, Mme Laurence BROZE, M. Yannick COURBOIS, Mme Norah DEI-CAS, M. Jean-Christophe JOLIVET,

*Collège B* : M. Gérard HILMOINE, M. Alain LERNOULD, M. Yves MACCHI, M. Laurent SPARROW.

*Collège BIATOSS* : Mme Laurence CAUBRIERE, M. Christophe HUGOT.

*Collège Étudiants* : Deux étudiants présents n'ont pas élargé.

*Personnalités extérieures* : M. François BOURGIN, (MEDEF), Mme Sandrine ROUSSEAU (Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais).

*Membres de droit à titre consultatif* : M. Emmanuel PARISIS (Directeur général des services).

---

Philippe ROLLET (Président Lille 1) ouvre la séance en soulignant la solennité de ce moment. Il rappelle l'objet de cette première réunion de l'assemblée des conseils d'administration des trois universités Lille 1, Lille 2 et Lille 3. Il s'agit d'engager le processus de co-construction de l'Université de Lille en présentant des propositions concernant la création d'instances académiques nécessaires au projet, la constitution de groupes de travail et l'agenda du processus et en ouvrant ces propositions à la discussion.

Christophe VUYLSTEKER (SNESUP-CGT Lille 1) regrette ne pas avoir reçu le document préparatoire à l'assemblée, ce qui rend la discussion difficile.

Francis MEILLIEZ (VP CA Lille 1) répond qu'il vient, lui-même, de découvrir qu'aucun des conseillers du CA de Lille 1 n'a reçu ledit document. Il y a eu un problème à Lille 1, dont il ignore l'origine.

Philippe ENCLOS (SNESUP Lille 2) estime, de son côté, que les conseillers de Lille 2 l'ont eu, mais dans des délais déraisonnables (2 jours avant l'assemblée) qui ne permettent pas de réfléchir décemment à la question et qui n'ont pas permis aux conseillers de consulter leurs électeurs préalablement à la discussion.

Stéphanie DAMAREY (VP CA Lille 2) présente à l'assemblée la proposition concernant les instances, dont les éléments figurent dans le document préparatoire à l'assemblée. Elle souhaite cette présentation la plus pédagogique possible afin de pallier les absences ou tardiveté de communication du document préparatoire à l'assemblée. À M. ENCLOS, elle répond qu'elle lui a adressé un courriel aux termes duquel elle expliquait que les conseillers de Lille 2 avaient eu ledit document dans un délai de trois jours ouvrables et lui rappelant qu'il n'était pas facile de concerter les trois universités.

Stéphanie DAMAREY rappelle que les CA des trois universités ont d'ores et déjà validé les quatre instances essentielles qui vont accompagner la co-construction de l'Université de Lille. Le but, ici, est de présenter celles-ci de façon plus détaillée. L'idée est de faire perdurer une dynamique engagée lors des groupes interU qui se sont réunis lors de la précédente année universitaire. Il s'agit de faire en sorte, dans la perspective des prochaines échéances

électorales, que le mouvement se poursuive, même si l'on ne peut augurer de ce qu'il adviendra par la suite.

L'Assemblée académique rassemblera des représentants élus avec pour objectif de contrôler et de nourrir l'évolution du projet. Elle a donc pour fonction un pilotage général du projet. La composition de cette instance tend à être la plus représentative possible. Elle comprend 72 membres, ce qui est apparu aux initiateurs du projet, ni trop restreint, ni trop important. Cette Assemblée académique permet par ailleurs d'associer les écoles ayant manifesté un intérêt pour la démarche de co-construction. Parmi les 72 membres siégeront donc 18 membres représentant ces écoles à raison de 3 membres par école, dont leur directeur. S'agissant des universités, l'assemblée comprendra 17 membres par université à raison de six enseignants-chercheurs (3 collègue A, 3 collègue B), deux personnels BIATOSS, deux étudiants et deux représentants du monde socio-économique. Siégeront également les trois présidents, les vice-présidents statutaires (VP CA, CS et CEVU) et les vice-présidents étudiants. Enfin participeront à cette instance un représentant du Conseil général, un représentant du Conseil régional et un représentant de LMCU. À ces membres s'ajouteront, afin de bénéficier d'un accompagnement technique, les directeurs généraux des services et les agents comptables. Ils seront également présents dans les groupes de travail afin de travailler de la façon la plus productive possible.

La deuxième instance est constituée par le Comité opérationnel composé des trois vice-présidents des CA et chargé de veiller au bon déroulement du processus.

À cela s'ajoute un comité de rédaction de l'intranet lequel aura pour fonction d'alimenter cet intranet commun. Il pourra également permettre de donner une impulsion au processus en présentant une « façade » du projet, certaines pages pouvant en effet être ouvertes sur l'extérieur. Ce comité de rédaction est déjà opérationnel et s'est déjà réuni à deux reprises depuis le début du mois de septembre.

Christian HAUER (VP CA Lille 3) présente les groupes de travail qui seront le lieu d'initiative des propositions qui seront ensuite soumises à l'Assemblée académique et, en dernier ressort, aux conseils d'administration. Ces propositions seront aussi alimentées par l'intranet et notamment l'espace de discussion qui a été mis en place en son sein. Il est proposé de constituer quatre groupes de travail qui se réuniront de novembre 2011 à mars 2012 autour de quatre grands thèmes : Recherche et valorisation, Formation tout au long de la vie, Gouvernance et pilotage et Vie de campus. La composition envisagée est de 54 membres par groupe à raison de 12 représentants par université et 3 représentants par école (dont un étudiant). Il est fortement préconisé que le vivier de ces groupes soit constitué des membres des trois conseils de chacune des universités, des directeurs des composantes et des directeurs des équipes de recherche. Ce vivier est ciblé pour chacun des groupes de travail : Le groupe Recherche devrait être constitué à partir des CS et directeurs d'équipe de recherche ; le groupe FTLV à partir des CEVU et directeurs de composante ; le groupe pilotage à partir des CA et le groupe vie de campus à partir des directeurs de composante, des CEVU et des CA. Trois à quatre réunions de ces groupes pourront être envisagées. Chaque groupe de travail sera animé par un Quatuor composé d'un référent par université et d'un référent pour l'ensemble des écoles. Ces quatuors joueront un rôle déterminant quant à l'organisation de ces groupes et à la rédaction de comptes-rendus des réunions qui seront publiés sur l'intranet. Ces quatre référents se retrouveront dans un comité de coordination comprenant également les trois VP CA.

Gérard HILMOINE (SNESUP Lille 3) regrette ne pas avoir eu le document préparatoire suffisamment tôt pour pouvoir l'examiner. Selon lui, le processus est mal parti depuis le début : On est tombé sur un message des présidents nous présentant ce projet, ce qui nous a déjà énervés. À ceci a succédé une série de communications de la part des présidents et, effectivement, les CA ont eu à débattre de ces questions avant l'été et à la rentrée. Il

remarque qu'aux termes du document présenté, quatre réunions sont prévues...

Christian HAUER (VP CA Lille 3) demande à ce qu'on attende la présentation de Francis MEILLIEZ pour discuter de l'agenda.

Gérard HILMOINE (SNESUP Lille 3) remarque que les présidents se sont déjà beaucoup exprimés sur le sujet et qu'il est urgent que les élus puissent enfin s'exprimer et disposer d'un temps de parole suffisant.

Francis MEILLIEZ (VP CA Lille 1) présente l'agenda du processus de co-construction dont les éléments figurent dans les documents préparatoires à l'assemblée. Il relève que le temps de travail dont on dispose est limité. Il fallait démarrer le plus tôt possible, c'est-à-dire avant la fin de cette année, et avant la fin de mandat des membres des CA (mars/avril 2012), le dernier mot étant laissé à l'assemblée des trois conseils d'administration en semaine 11. Il souligne, s'agissant des réunions des groupes de travail, qu'il a été choisi, en raison de la complexité des paramètres, de fixer une grille calendaire générale, laquelle pourra être ajustée.

Philippe ROLLET (Président Lille 1) engage le débat en précisant qu'un compte-rendu exhaustif sera réalisé de façon à garder trace des discussions engagées aujourd'hui.

Christophe VUYLSTEKER (SNESUP-CGT Lille 1) s'interroge sur l'utilité de l'assemblée académique, laquelle est appelée à se réunir deux fois, l'assemblée des CA des trois universités étant également appelée à être réunie deux fois. Plutôt que de créer une « usine à gaz » en termes de désignation des membres de cette assemblée académique, Christophe VUYLSTEKER propose de supprimer cette assemblée et de réunir les 3 CA quatre fois, tout en invitant les représentants des écoles présentes dans le périmètre d'excellence de l>IDEX qui justifie l'existence de l'université de Lille.

Philippe ENCLOS (SNESUP Lille 2) souhaite développer quatre points :

1°) Sur les suites de cette réunion, il constate n'avoir pas entendu grand-chose. Il suppose que le compte-rendu qui a été évoqué sera soumis aux conseils d'administration des trois universités et des écoles. Il souhaiterait qu'il soit également transmis aux CA des trois autres universités de l'Académie, dont on ne parle pas encore aujourd'hui.

2°) Il déclare n'avoir encore rien lu concernant les avantages espérés de cette opération, sinon dans la Presse, devant laquelle les présidents se sont beaucoup exprimés, mais en tout cas pas dans les instances de son établissement.

3°) Concernant la période de lancement de cette opération, il rappelle que la question de la reconstruction de l'université de Lille n'est pas nouvelle. On l'a vu réapparaître à l'occasion du Plan Campus Grand Lille en 2008, plan dont il n'est plus jamais question nulle part. Puis, brusquement, 12 à 15 semaines avant les élections des conseils des universités et avant des échéances politiques importantes, on « booste » le processus. Aussi, s'interroge-t-il sur l'impact que cette opération va avoir sur lesdites élections. Très clairement, selon Philippe ENCLOS, la question de la création d'une université de Lille va constituer un des enjeux principaux, sinon le seul, lors des élections des conseils et du président au printemps prochain. Il s'interroge donc sur le caractère judicieux de cet impact. Par ailleurs, ce faisant, on préjuge que, quel que soit le résultat de ces élections, rien ne changera, puisqu'il est écrit que le processus se poursuivra quoiqu'il arrive.

4°) Il manque quelque chose d'important dans ce projet ; quelque chose que Philippe ENCLOS déclare avoir souligné en CA de Lille 2, lequel a d'ailleurs voté une motion à ce sujet : Il s'agit des personnels ; où sont-ils dans ce projet ? se demande-t-il. Il ajoute qu'on

est, en ce moment, en train d'élire les représentants des personnels dans les établissements et l'on constate qu'il n'y a rien à ce sujet, pas même un groupe de travail qui émanerait des futurs comités techniques d'établissements ou des commissions paritaires d'établissement. Ceci est rédhibitoire ; cela reflète une vision de l'université à laquelle il n'adhère pas, conclut-il.

Christophe HUGOT (élu Lille 3) se déclare favorable aux assemblées académiques, ce qui permet de se connaître. Il manque effectivement dans le projet un volet consacré aux personnels, et notamment BIATOSS.

Gérard HILMOINE (SNESUP Lille 3) se déclare d'accord avec ce qu'ont dit Christophe VUYLSTEKER et Philippe ENCLOS. Il lui paraît plus judicieux de réunir les trois conseils quatre fois, plutôt que de créer cette assemblée académique dans laquelle les personnels BIATOSS sont sous représentés et pour lesquels on ne peut que s'interroger sur la façon d'opérer un choix entre les syndicats représentés. En revanche, s'agissant des groupes de travail, Gérard HILMOINE estime que ceux-ci auront du mal à travailler avec 54 membres. Il considère par ailleurs que la répartition à l'intérieur de ces groupes n'est pas judicieuse et qu'il aurait été préférable d'opérer une plus grande modulation en fonction de la nature de ces groupes (plus d'étudiants dans tel groupe par exemple). Afin de réduire la taille de ces groupes de travail, on pourrait par exemple passer de 3 à 2 enseignants-chercheurs.

Alain DEREMETZ (SGEN Lille 3) s'interroge, lui aussi, sur l'utilité de l'assemblée académique, dont il souligne par ailleurs, la difficulté de constitution. S'agissant des groupes de travail et de leur dimension, il se déclare dubitatif quant à la correspondance entre le calendrier présenté et les disponibilités des uns et des autres. Sans doute un agenda aussi détaillé est-il quelque peu prématuré.

Yann SECQ (O&I Lille 1) relève qu'à Lille 1, le document initial concernant le projet d'université de Lille n'a pas été validé en CA, mais y a été seulement présenté et débattu. Sur la question de l'assemblée académique, dont il souligne la difficulté de constitution, il rejoint les positions qui viennent d'être exprimées et souhaite des réunions des 3 CA auxquelles seront conviés les représentants des écoles. Cet ensemble ne sera pas, selon lui, beaucoup plus pléthorique que l'assemblée qui est proposée. Il exprime toutefois sa satisfaction que la réunion de ce jour ait enfin lieu...

Philippe ROLLET (Président Lille 1) le remercie de cet élan d'optimisme, tout en sachant que celui-ci ne va pas durer.

Yann SECQ (O&I Lille 1) en profite pour formuler une demande récurrente de sa part, c'est-à-dire la communication de l'ensemble des documents concernant les trois universités (statuts des universités et des composantes, règlements intérieurs, bilans sociaux, budgets...), ce qui, selon lui, permettrait de mieux se connaître. Il demande par ailleurs une explication : Ce projet d'université de Lille a été lancé, il y a deux ans, auquel a succédé le projet d'université régionale ; des groupes de travail interU se sont réunis pendant 6 mois. Pourquoi donc cette réunion précipitée ? Pourquoi un tel calendrier déraisonnable ?

Philippe ROLLET (Président Lille1) déclare ne pas être surpris par certaines interventions, même si certains arrivent encore à le surprendre. Il rappelle qu'il a déjà été débattu de cette démarche d'université de Lille au sein des CA ; que les raisons qui ont conduit à différer la démarche vers une université régionale ont été expliquées. On entreprend ici un travail de co-construction associant l'ensemble des personnels de l'université au travers des groupes de travail, ce qui correspond à ce que beaucoup ont demandé. Concernant l'assemblée académique, deux choix s'offraient aux initiateurs du projet : soit la constituer de la réunion des CA des trois universités, soit, et c'est la proposition qui est faite ; créer une instance originale et représentative des conseils des universités, mais aussi des écoles partenaires.

De ceci, il est normal de discuter, ajoute-t-il. Il a été collectivement décidé d'avancer sur la voie de l'université de Lille et de s'engager dans un travail de co-construction de cette université, ce qui fait l'objet des propositions présentées aujourd'hui. Il reconnaît qu'un travail intense sera demandé dans les prochains mois, ce qui ne lui paraît pas scandaleux en considération de l'importance des enjeux du projet. Cela mérite qu'on y consacre collectivement quelque temps, conclut-il.

Christian SERGHERAERT (Président Lille 2) rappelle qu'en effet, il avait été question, lors des discussions sur le Plan Campus Grand Lille, d'un rapprochement des trois universités lilloises. On n'a pas souhaité à l'époque laisser de côté les trois universités non métropolitaines, d'où cette volonté de faire évoluer le projet initial vers une université régionale. Il est cependant apparu qu'il était extrêmement lourd de monter ce projet à six, d'où un retour à une démarche de rapprochement des universités lilloises.

Patrice DE LA BROISE (élu Lille 3) fait remarquer que les CA dans leur structuration issue de la loi LRU ont été sensiblement réduits et que la réunion des CA des trois universités revient à reconstituer, peu ou prou, la taille originelle d'un tel conseil. Réunir 90 élus ne lui semble pas déraisonnable, dès lors qu'il s'agit d'assurer l'expression légitime des élus. La dimension des groupes de travail lui semble, en revanche, trop importante. D'autant plus qu'il sera nécessaire de savoir de quoi il sera question les concernant : s'agira-t-il de définir des axes politiques sur chacune des thématiques ou s'agira-t-il de définition opérationnelle (comme par exemple en matière de FTLV), ce qui dans ce dernier cas semble difficile à mettre en œuvre à 54 membres.

Pour Alain DUROCHER (élu Lille 2), si on prend la décision de se contenter de la réunion des 3 CA, cela signifierait que, d'emblée, on exclut les écoles. Si on ajoute les représentants des écoles à cette réunion des 3 CA, on passe de 90 à 100/120 membres. Constatant le nombre de présents à la réunion de ce jour, il estime que l'assemblée académique ne comprendra pas plus de membres que celle-ci. S'il comprend que chaque membre des CA veuille jouer un rôle, ce qui est légitime, ils pourront le faire au travers des différents groupes de travail mis en place. Tout le monde pourra trouver sa place, que ce soit dans l'assemblée académique ou dans les groupes de travail.

Jean-Claude DUPAS (Président Lille 3) relève qu'il se passe quelque chose d'important : Trois universités et six écoles publiques inventent quelque chose, sur un modèle assez fréquent en dehors de nos frontières, mais assez inédit en France. Ce projet a été pensé à l'aune d'expériences engagées selon d'autres modèles. La démarche entreprise rassemblant trois universités et six écoles semble ainsi avoir du sens. La question du nombre de membres dans les instances est, pour lui, assez secondaire, ce qui est important, c'est ce que l'on veut faire. Trois points peuvent résumer cette volonté :

1°) Trouver une formule autre que la réunion des 3 CA, de manière à ne pas exclure les écoles du processus et de façon à maintenir un certain équilibre, c'est la solution proposée de l'assemblée académique ;

2°) Les CA constituent des instances légitimes disposant chacun, indépendamment des autres, d'un pouvoir de décision. Si on les mélange, on délégitime, en quelque sorte, chacun des CA ;

3°) L'inventivité du processus permet de sortir du carcan qui nous a été imposé par la loi LRU.

Moussa NAÏT ABDELAZIZ (SNESUP-CGT Lille 1) relève qu'il a été dit que l'assemblée académique pouvait, en quelque sorte, préfigurer le futur CA de l'université de Lille. Les élus actuels ne peuvent, selon lui, aujourd'hui, préjuger de ce qu'il appartiendra à leurs

successeurs de décider quant au CA de l'Université de Lille. L'engagement du processus est inenvisageable si l'on ne fait pas participer de manière active les conseils d'administration, poursuit-il. Il rappelle le précédent du PRES, dont le conseil était composé de représentants des CA, et dont les dysfonctionnements sont patents, notamment en termes d'informations. Il est ainsi indispensable que l'ensemble des CA soit partie prenante au processus. Il faudra simplement trouver une solution pour intégrer, d'une manière ou d'une autre, les écoles sans que ce soit préjudiciable aux intérêts des universités, conclut-il.

Pour Yann SECQ (O&I Lille 1), les choses n'avancent qu'à cause du PIA, ce qui est pour lui une erreur stratégique. Le processus de co-construction de l'Université de Lille doit être, selon lui, complètement découplé du PIA. S'agissant de la composition des groupes de travail, il rappelle qu'au sein des groupes interU, on a réussi à fonctionner avec 60 personnes ; il ne faut donc pas se limiter en amont, précise-t-il.

Marie-José AYMÉ (MEDEF Lille 1) se déclare étonnée du peu d'enthousiasme à participer à la construction d'une université enfin digne de notre région, projet qu'elle qualifie de fabuleux. Pourquoi couper ainsi les cheveux en quatre ? Pourquoi chipoter sur des détails ? S'interroge-t-elle. Tout le monde devrait être présent dans cette entreprise de co-construction, même si des choses seront à revoir en cours du processus. On ne peut pas se borner à tout refuser au départ, s'indigne-t-elle.

Pierre LOUART (O&I Lille 1) estime que l'on se pose en permanence les mauvaises questions. On s'obstine à vouloir créer des structures avant que de s'interroger sur les stratégies fédératives qu'on doit engager : Qu'est ce qu'on va faire, ensemble, de cette université ? Insiste-t-il.

Pour Jean D'ALMEIDA (DPE Lille 1), il faut faire simple : disposer de groupes de travail thématiques, puis obtenir une synthèse collective. Il trouve inutile la coexistence de deux instances de validation (réunion des 3 CA et assemblée académique), une seule, quelle qu'elle soit, suffisant pour constituer la structure de vision globale.

Pierre de MARET (ULB Lille 2) remarque qu'il est venu de loin et qu'il a renoncé à participer à un conseil d'administration de sa propre université pour assister, enfin, à une construction de l'Université de Lille, pour laquelle il pensait qu'un accord avait été obtenu. Il regrette d'assister avec dépit à la mise en place d'une stratégie « à la britannique » consistant à tout délayer pour, surtout, éviter que les choses ne bougent. Il cite l'exemple du rapprochement enthousiaste des universités marseillaises (avec portes ouvertes pour les universités périphériques), fruit d'un travail en petits groupes efficaces et d'une légitimation par les CA. Il craint que la lourdeur du processus proposé ne nous fasse attendre encore longtemps la création de cette université de Lille. Il faut, pour lui, observer les expériences réussies.

Philippe ROLLET (Président Lille 1) rappelle que la seule question inscrite à l'ordre du jour est celle de la méthode de travail à adopter dans les prochains mois. Il ressort des débats qu'un point d'achoppement subsiste ; à savoir s'il faut rassembler les trois CA auxquels seraient associés les écoles ou si l'on suit la proposition d'une assemblée académique. Cette proposition consiste à désigner des membres issus des CA et proposés par ceux-ci. L'assemblée académique n'est ainsi pas déconnectée des CA et ne retire aucune pertinence à ces derniers, seules instances légitimes de décision, comme l'a souligné Jean-Claude DUPAS. Philippe ROLLET s'étonne qu'il n'y ait pas d'expression de la majorité des membres de l'assemblée ; il trouve ce silence très inquiétant au regard de l'importance des enjeux.

Pour Étienne VERVAECKE (Eurasanté Lille 2), on a un vrai rendez-vous historique avec l'économie, le développement de notre région... Les questions : pourquoi on va travailler ensemble ? vers quoi veut-on aller ? et quel projet veut-on servir ? doivent être au cœur des échanges. La question des processus d'accompagnement et de gouvernance du projet est,

selon lui, secondaire par rapport aux lignes de force d'un projet qui doit nous porter ensemble autant vers l'excellence, que de faire progresser notre région, dont on sait pertinemment que sa jeunesse mérite mieux que ce qu'on lui offre aujourd'hui comme service public de l'enseignement supérieur. S'agissant de la gouvernance, il ne faut pas confondre le cadre de légitimation démocratique des choix stratégiques qu'on va faire ensemble, laquelle peut être décidée à 80, voire plus, et le cadre de travail, lequel doit mobiliser des petits groupes de personnes. Les présidents sont, bien entendu, appelés légitimement à continuer de travailler. L'avenir de l'enseignement supérieur de la région est, par ailleurs, pour Étienne VERVAECKE, un sujet bien trop important pour être laissé entre les mains des seuls universitaires. Dans les groupes de travail, il doit y avoir au moins un ou deux représentants des milieux institutionnels et des collectivités territoriales et du milieu économique. C'est avec un groupe de travail restreint qu'on pourra avancer. On ne peut imaginer que le projet soit uniquement porté par une volonté de passer de la 240<sup>ème</sup> à la 119<sup>ème</sup> place du classement de Shanghai. Il faut se dire que les trois universités de Lille souffrent depuis 40 ans de séparation des disciplines. On a une opportunité historique de faire travailler la biologie et la santé dans une unité de commandes, dans une unité de management. Voilà le sujet de fond, la gouvernance suivra, comme l'intendance, conclut-il.

Sandrine ROUSSEAU (Conseil Régional Lille 2, Lille 3) exprime un certain enthousiasme face à la démarche entreprise, mais à condition qu'elle s'inscrive dans un projet régional. Quel lien est prévu avec les autres universités de la région ? Pourquoi, en gage de bonne foi et de volonté de coopération, ne pas inviter, à titre consultatif, dans les groupes de travail, un représentant du CA de ces autres universités ? S'interroge-t-elle.

Éric CHARPENTIER (CMNE Lille 2) remarque, qu'en vase clos, on a déjà du mal à avancer. Il se demande s'il faut vraiment compliquer le problème en rajoutant trois autres universités au processus. Il remercie Philippe ROLLET de s'être, du fait de sa réaction, plus clairement engagé, car il avait ressenti jusqu'alors un certain esprit technocratique. Les CA ont tranché, il ne saurait être question de revenir en arrière. S'agissant de la gouvernance du projet, Éric CHARPENTIER considère que dans toutes les instances proposées, y compris l'assemblée académique, il y a beaucoup trop de membres. Il y a nécessité de groupes de travail et d'un comité de pilotage plus resserrés.

Philippe ENCLOS (SNESUP Lille 2) estime qu'il y a des choses qu'on ne peut pas laisser dire : Citer Aix-Marseille en exemple, c'est oublier que, du fait de la démarche d'unification des universités, on a décidé de ne pas organiser les élections professionnelles le 20 octobre prochain. Je ne veux pas d'un tel modèle, vous ne ferez rien sans l'adhésion des personnels, martèle-t-il.

Francis GUILBERT (DPE Lille 1) déclare vouloir aller plus loin quant au nombre de personnes dans les groupes de travail. On n'a besoin que de groupes de 4 à 8 personnes qui avancent des projets, des « pré-rédactions » qui seront ensuite soumis aux instances démocratiques.

Bruno DESPREZ (Florimond-Desprez Lille 1) se déclare très favorable à ce qui a été présenté par les présidents et vice-présidents ; sans doute les groupes de travail sont-ils un peu trop lourds, mais ce qui est excessivement important c'est la participation au sein de ces groupes. Il s'étonne d'ailleurs du relativement faible taux de participation à l'assemblée de ce jour et se dit excessivement déçu au regard de l'importance des enjeux pour les universités et de l'ensemble de l'enseignement supérieur et de la recherche en région. Il y aura nécessité de bons comptes-rendus ; il sera nécessaire que les CA, organes légitimes et représentatifs de tous, puissent donner leur avis en connaissance de cause. S'il vous plaît, avançons, conclut-il.

Christophe BOUTILLON (élu Lille 2) se déclare, pour une fois, d'accord avec Philippe

ENCLOS quant à la nécessité d'une adhésion des membres des trois universités. Le comité de rédaction de l'intranet lui semble quelque peu restrictif dans le sens où ça devrait être un véritable outil de communication interne. Il précise avoir ressenti sur le terrain une grande inquiétude, notamment des personnels BIATOSS, lesquels s'interrogent sur le rassemblement de fonctions. Une bonne communication permettrait, peut-être, de les rassurer, ce dont ils ont vraiment besoin.

Alain DEREMETZ (SGEN Lille 3) se présente comme un chaud partisan de l'Université de Lille, qu'il attendait depuis longtemps. Il constate une opposition entre deux modèles culturels différents : un « modèle restreint » et peut-être plus efficace, mais qui nous mènerait « droit dans le mur compte tenu des échéances prochaines », auquel il préfère un modèle moins technocratique, et peut-être moins efficace, mais symboliquement plus fort avec une bonne représentation de chacun. La dimension symbolique est forte ; il faut prendre garde aux résistances qui apparaissent à tous niveaux et qui sont plus fortes qu'on ne le croit, lesquelles ne s'exprimeront peut-être pas dans les groupes, mais à la fin du processus.

Yann SECQ (O&I) constate que cela fait six mois qu'on parle du fond. Il rappelle qu'on n'a pas chômé dans les groupes interU, mais qu'il n'y a pas eu de restitution.

Philippe ROLLET (Président Lille1) conteste cette dernière remarque.

Yann SECQ (O&I) poursuit : Arrêtons de pinailler, laissons les gens qui le veulent s'impliquer, et faisons confiance à nos élus.

Pierre LOUART (O&I) n'est pas favorable à une démarche technocratique, il est nécessaire de parler ensemble le plus possible, mais il faut distinguer et conjuguer les instances d'évaluation, d'adhésion et de constatation, des porteurs de projets qui vont concevoir et conduire ceux-ci. Ce n'est pas dans un même lieu que ces deux éléments se feront. Il faut que ces porteurs de projets soient aidés à imaginer et à produire. Par ailleurs, il estime, bien qu'étant enseignant-chercheur, que dans l'université, on ne fait pas la part belle aux personnels BIATOSS, ce qui est un scandale. On ne tient pas assez compte de l'importance des personnels techniques et administratifs des universités qui jouent un rôle fondamental, mais qui sont souvent désavoués, mal rémunérés et qui ne sont pas suffisamment intégrés à l'ensemble des activités de l'université. Tout le monde doit être réuni dans cette démarche collective d'avenir qu'est l'Université de Lille.

Philippe ROLLET (Président Lille 1) rappelle que deux logiques ont inspiré la proposition qui a été faite : La première est que le projet doit être porté par les forces vives des établissements. L'autre est une logique d'efficacité, d'où la nécessité de prévoir un petit groupe propositionnel. Les propositions doivent ensuite être portées par l'instance académique pour enfin être validées par les CA. On n'était donc pas dans une logique d'assemblée permanente, mais dans une démarche d'efficacité (petits groupes) et de consensus (l'assemblée académique). Il réfute l'idée de technocratie, les propositions faites étant soumises à débat. Peut-être les petits groupes ne doivent-ils pas être composés que de quatre personnes, peut-être faut-il les porter à six ou sept, les groupes de travail de 54 personnes validant ensuite leurs propositions, ce qui permet d'avancer, tout en associant chacun à la démarche. Il rappelle que les personnels BIATOSS, comme les étudiants, comme les personnalités extérieures, sont représentés dans ces groupes. La question qui se pose aujourd'hui est bien celle des modalités de travail qu'on souhaite mettre en place. La démarche associe bien des groupes de discussion assez larges et représentatifs et un petit groupe présentant des propositions très précises sur les différentes thématiques.

Nicolas POSTEL (SNESUP-CGT Lille 1) rappelle que pour le SNESUP, l'idée d'avoir une force publique universitaire est un point positif, même si l'idée était que cette force devait

être régionale, et ce sur quoi le SNESUP restera attentif. Il réfute donc l'opinion selon laquelle le SNESUP ne souhaiterait pas avancer sur la question. S'agissant des propositions, Nicolas POSTEL précise qu'il est arrivé au sein de cette assemblée extrêmement en colère parce que le document, objet des débats, n'avait pas été envoyé. Il ajoute que sa colère est retombée du fait de la rencontre avec les collègues des autres établissements. Une seule chose reste en débat : se dirige-t-on vers une assemblée académique (peu défendue dans l'assemblée) ou vers quatre réunions des trois CA (vision largement soutenue dans l'assemblée).

Jean-Claude DUPAS (Président Lille 3) énonce certains principes de fond :

1°) Personne ne remet en cause le projet stratégique de création d'un ensemble universitaire public à Lille (trois universités et six écoles) avec, dans un deuxième temps, une possibilité d'évolution. La réunion d'aujourd'hui est symbolique ; elle est fondatrice. Une telle réunion était, il y a quelque temps inimaginable.

2°) Le deuxième point est comment arriver à Lille à créer cet ensemble ? On a proposé un projet extrêmement fort et original qui prend la forme d'une fédération.

3°) L'idée qui a présidé à proposer une assemblée académique était de créer un ensemble pas uniquement lié aux seules universités. S'il apparaît important de réunir les membres des trois CA et qu'on y associe les écoles, d'une façon qui reste à inventer, on ne va pas passer des heures là-dessus. Il y a deux cercles à prendre en compte : Celui de la culture commune, ce qui n'est pas encore gagné ; celui de la proposition et de la décision. Dans la note soumise à l'assemblée ces deux aspects sont présents. On ne va pas chipoter sur le nombre des membres des groupes de travail « dans tous les jeux de 52 cartes, il y en a en fait 54 ». Le quatuor a pour rôle d'opérer des synthèses des propositions. On a donc un groupe représentatif à 54 (plus ou moins), doublé d'une deuxième structure à 4x4 capable de faire des propositions dont on rediscutera collectivement, puis dans les conseils d'administration. Quant au fait que l'instance générale de validation soit constituée ou non des CA associant les écoles, Jean-Claude DUPAS n'en fait pas un point de blocage.

Pour Christian SERGHERAERT (Président Lille 2) le rôle d'animation qu'on souhaitait donner au Quatuor peut en effet se doubler d'un rôle de proposition qui va faciliter la tâche des groupes de travail.

Patrice DE LA BROISE (élu Lille 3) estime gênant de devoir toujours ajouter des strates, ce qui peut conduire à présenter aux CA des textes différents ; or, il serait intéressant que tous les conseillers aient des textes identiques, peu importe que ce soit ou non au sein d'une assemblée académique. Il n'est pas opposé à ce que des quatuors soient rapporteurs de groupes de travail à 54. Ce qui est essentiel, c'est de définir quelle est la feuille de route de ces groupes de travail.

Pour Jean-Claude DUPAS (Président Lille 3), la bonne réponse, c'est de définir la culture en commun au sein d'un groupe de 54 et de prévoir un quatuor à la fois force de proposition et rapporteur. Est-on d'accord pour :

- 1°) Consacrer le principe de création de l'Université de Lille ;
- 2°) Créer des groupes de travail « d'acculturation » ;
- 3°) Animer et prolonger ces groupes de travail par des quatuors ?

Philippe ROLLET (Président Lille 1) considère que l'on conjugue ainsi logique d'adhésion et logique d'efficacité. Il demande à l'assemblée si la démarche rappelée par Jean-Claude DUPAS recueille un consensus au sein de l'assemblée.

La démarche proposée recueille une très large majorité au sein de l'assemblée.

Pour Philippe ENCLOS (SNESUP Lille 2), il ne faut pas présumer qu'il y a un accord recueilli comme cela, alors qu'il n'y a pas consensus. Il rappelle que le SNESUP est favorable à un rapprochement des universités lilloises et même au-delà, des six universités de l'Académie. Il maintient que cette Université de Lille ne doit pas se faire contre les trois autres. Il regrette que cette question est systématiquement évacuée. Il estime enfin n'avoir pas eu de réponse sur les objectifs, ni sur sa proposition de création d'un 5<sup>ème</sup> groupe de travail consacré aux personnels.

Jean-Claude DUPAS (Président Lille 3) répond que l'Université de Lille ne se fera contre personne. Il affirme que l'on veut simplement d'un lieu où toutes les disciplines seront rassemblées ; que c'est dans ce but qu'on souhaite la création de groupes de travail pour y réfléchir.

Pour Christian SERGHERAERT (Président Lille 2) la question est bien de savoir comment on va améliorer notre recherche, notre valorisation, notre formation, notre gouvernance, c'est ceci qui doit avancer au sein des groupes de travail.

Philippe ROLLET (Président Lille 1) rappelle que des propositions, soumises à débat, ont été faites concernant la FTLV, la recherche et la gouvernance et qu'un volet « vie de campus » consacré à la vie étudiante et aux conditions de travail des personnels a été ajouté. S'il est pertinent de scinder ce groupe en deux, ce sera fait, précise-t-il.

Gérard HILMOINE (SNESUP Lille 3) déclare qu'il était convaincu qu'il faudrait du temps pour construire cette université de Lille. Ce qui s'est passé ce soir le confirme dans cette opinion. Il est temps de dire qu'il est nécessaire que les trois CA se réunissent entièrement de façon à pouvoir discuter, parce qu'il faudra que chacun puisse s'exprimer. Il se déclare très attaché à la question de la démocratie. Des propositions ont été faites, on n'a pas réussi à trancher sur ce sujet, il affirme donc qu'il quitte l'assemblée sans avoir eu les réponses qu'il pouvait espérer.

Philippe ROLLET (Président Lille 1) répond que s'il faut du temps, il faut aussi beaucoup de volonté partagée. Si on veut avancer, il ne faut pas bloquer le processus.

Yann SECQ (O&I) remarque qu'on a obtenu un accord sur la question des quatuors ; on peut aussi considérer qu'on a eu un accord concernant la réunion des trois CA comprenant en sus les 18 représentants des écoles.

Applaudissements.

La séance est levée à 19h10.

Philippe ROLLET  
Président Université Lille 1

Christian SERGHERAERT  
Président Université Lille 2

Jean-Claude DUPAS  
Président Université Lille 3